

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (*)

30 AVRIL 1992

PROPOSITION DE LOI

relative à la répression des crimes
contre l'environnement

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, huitième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 13 mars 1992, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "relative à la répression des crimes contre l'environnement", a donné le 24 mars 1992 l'avis suivant :

Voir :

- 289 - 91 / 92 (S.E.) :

— N° 1 : Proposition de loi de M. Van Vaerenbergh.

(*) Première session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

30 APRIL 1992

WETSVOORSTEL

betreffende de beteugeling van
milieucriminaliteit

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 13 maart 1992 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "betreffende de beteugeling van milieucriminaliteit", heeft op 24 maart 1992 het volgende advies gegeven :

Zie :

- 289 - 91 / 92 (B.Z.) :

— N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Van Vaerenbergh.

(*) Eerste zitting van de 48^e zittingsperiode.

1. La proposition de loi (1) tend à apporter des modifications aux dispositions pénales figurant respectivement dans la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution (article 1er de la proposition), dans la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique (articles 2 et 3 de la proposition) et dans la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit (article 4 de la proposition).

Selon les développements, l'auteur de la proposition est d'avis que les peines prévues par les lois précitées (une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et une amende de vingt-six francs à cinq mille francs) ne sont pas adéquates pour réprimer les crimes contre l'environnement. Les modifications proposées visent à améliorer l'efficacité des dispositions pénales précitées en prévoyant, au lieu des peines citées, une amende plus élevée (de cinq mille à cinquante mille francs), qui peut être infligée à "l'organisme ou (au) préposé d'une personne morale qui contrevient aux dispositions de la ... loi ou des arrêtés et règlements pris en exécution de celle-ci", d'une part, et une sanction dite "de remplacement" du "travail d'utilité publique" (2), qui peut être infligée aux particuliers qui enfreignent la loi ou les arrêtés d'exécution, d'autre part.

(1) Doc. parl., Chambre, n° 289/1-91/92 (S.E.).

(2) Aux termes de l'article 5 de la proposition de loi, "il faut entendre par travail d'utilité publique, une mesure imposée par les cours et tribunaux, qui oblige le contrevenant à effectuer, durant ses loisirs et pour une période déterminée, un travail dans un contexte social ouvert".

2. La question de savoir si le législateur national est (resté) compétent pour réaliser les modifications des lois visées par la proposition de loi (1) doit être examinée sur la base des dispositions respectives de l'article 6, § 1er, II, 1°, et V, 2°, et de l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (2).

2.1.1. Aux termes de l'article 6, § 1er, II, 1°, de cette loi spéciale, tel qu'il a été modifié par la loi du 8 août 1988, les Régions sont compétentes pour "la protection de l'environnement, en ce compris les normes générales et sectorielles, dans le respect des normes générales et sectorielles arrêtées par les autorités nationales lorsqu'il n'existe pas de normes européennes".

L'article 6, § 1er, V, 2°, de cette même loi spéciale accorde également aux Régions - en des termes pour ainsi dire identiques - la compétence relative à "l'épuration des eaux usées".

Il résulte de ces dispositions :

- que la protection de l'environnement, y compris l'épuration des eaux usées, relève en principe de la compétence des Régions;
- que cette compétence de principe englobe également la fixation de normes tant générales que sectorielles;
- que l'autorité nationale n'est compétente qu'exceptionnellement pour fixer en la matière des normes générales et sectorielles, à savoir, dans les cas où "il n'existe

(1) Conformément à la demande d'avis, le présent avis se limite à l'examen de cette question de compétence.

(2) Voir, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, dispositions aux termes de laquelle cette Région a les mêmes compétences que la Région wallonne et la Région flamande.

pas de normes européennes", et cela sans préjudice de la loi compétence des Régions pour également légiférer dans les cas visés;

- et que l'application des normes générales et sectorielles qui auraient été fixées par l'autorité nationale, relève également des Régions.

Il résulte des travaux préparatoires des dispositions précitées de la loi spéciale du 8 août 1980 que la compétence attribuée aux Régions en matière de protection de l'environnement comprend "entre autres la politique contre la pollution de l'air et de l'eau et la lutte contre le bruit" et est relative notamment aux matières qui sont "actuellement régies par trois lois :

- la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;
- la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;
- la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit"

(exposé des motifs - Doc. parl., Sénat, 434 (1979-1980), n° 1, p. 13).

2.1.2. Aux termes de l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 "dans les limites des compétences des Régions et des Communautés, les décrets peuvent ériger en infraction les manquements à leurs dispositions et établir les peines punissant ces manquements conformément aux Livre Ier du Code pénal, à l'exception des peines criminelles fixées à l'article 7 de ce Code".

2.2. Il convient de conclure de la combinaison des dispositions précitées de la loi spéciale du 8 août 1980 que les matières réglées par les lois que la présente proposition de loi vise à modifier sont des "matières régionales"

et qu'en vertu des lois spéciales de réformes institutionnelles, les lois précitées, y compris les dispositions pénales qui y figurent, sont devenues des "lois régionales". Dès lors, la modification de ces lois et, notamment, la modification des dispositions pénales qui y figurent, relèvent désormais du législateur régional.

La circonstance que l'autorité nationale, restée compétente, en vertu de l'article 6, § 1er, II, 1°, et V, 2°, pour fixer en la matière "des normes générales et sectorielles" "lorsqu'il n'existe pas de normes européennes", n'est pas de nature à infirmer en quoi que ce soit cette conclusion.

Ainsi qu'il résulte des travaux préparatoires, il faut, en effet, entendre par "normes" au sens de ces dispositions "les normes techniques ayant une portée juridique, telles les normes de qualité, les normes de produits ou encore les normes pour installations fixes" (exposé des motifs - Doc. parl., Chambre, 516/1 - 1988, p. 6). L'arrêt n° 47 de la Cour d'arbitrage, du 25 février 1988, arrêt auquel le passage transcrit ci-dessus de l'exposé des motifs a été emprunté, précise en outre que le terme "normes" au sens de l'article 6, § 1er, II, 1°, de la loi spéciale ne peut pas être interprété comme un synonyme de "toutes règles de droit matériel" (considérant 3.B.3., alinéa 2, b.).

Les modifications que la présente proposition de loi vise à apporter aux dispositions pénales figurant dans les lois précitées des 28 décembre 1964, 26 mars 1971 et 18 juillet 1973 ne peuvent pas s'inscrire, dès lors, dans la compétence restreinte de fixer des "normes générales et sectorielles" que l'autorité nationale a conservée sur la base de l'article 6, § 1er, II, 1°, et V, 2°, précité.

2.3. Bien qu'il soit, dès lors, en principe de la compétence des Régions de régler la répression des infractions à la législation et à la réglementation sur l'environnement (ainsi qu'aux autres législations et réglementations

relevant de la compétence des Régions), il convient cependant de signaler que cette compétence est sujette à plusieurs restrictions, qui résultent, d'une part, de dispositions expresses de l'article 11, précité, de la loi spéciale du 8 août 1980, et, d'autre part, de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, fondée sur l'article 19, § 1er, de cette même loi spéciale concernant les matières que la Constitution réserve à la loi.

Notamment dans l'arrêt n° 44 du 23 décembre 1987, la Cour d'arbitrage a considéré à ce sujet ce qui suit :

"Les articles 3ter, 59bis et 107quater de la Constitution et les articles 4 à 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 ont conféré au législateur décentralisé le pouvoir de régler par décret un certain nombre de matières. L'article 19, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose cependant que "le décret règle les matières visées aux articles 4 à 11, sans préjudice des compétences que la Constitution réserve à la loi".

Il en résulte que, sauf le cas où une habilitation spéciale et expresse a été donnée par les lois spéciales et ordinaires de réformes institutionnelles, le décret ne peut régler les matières qui lui ont été attribuées qu'à la condition de n'empiéter en aucune façon sur les compétences réservées à la loi par la Constitution.

La possibilité donnée aux Conseils par l'article 10 de la loi spéciale de porter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles ils ne sont pas compétents ne peut trouver à s'appliquer à des compétences que la Constitution réserve à la loi" (considérant B.4.).

Quant à la compétence des Régions en matière pénale, la Cour d'arbitrage en a déduit, dans le même arrêt, considérant B.5., que, compte tenu de l'article 11 de la loi spéciale, il n'est pas permis aux Régions de déroger aux dispositions du Livre Ier du Code pénal, dès lors que les articles 7 et 9 de la Constitution ont réservé en principe à la loi (nationale) le soin de régler la poursuite et la répression, et que "le législateur spécial a voulu que les règles contenues dans le Livre Ier restent uniformes" et a "précisé expressément que l'ensemble des matières comprises dans le Livre Ier ... ressortit à la compétence du législateur national".

Etant donné que le Livre Ier du Code pénal ne prévoit pas de sanctionner les personnes morales en tant que telles (1), ni la possibilité d'infliger des peines de remplacement, telles que "le travail (social) d'utilité publique" ou "les prestations de service au profit de la communauté", il résulte de la jurisprudence précitée de la Cour d'arbitrage que les Régions ne pourraient pas inscrire de pareilles peines dans les lois sur l'environnement visées par la proposition de loi.

Toutefois, il ne résulte aucunement de l'incompétence des Régions pour inscrire notamment dans la législation sur l'environnement des règles pénales telles que celles visées ci-dessus, que le législateur national doive être réputé compétent pour insérer dans cette législation, qui est une matière réservée aux Régions, des dispositions spécifiques relatives à la sanction des personnes morales ou à l'application de peines dites de remplacement.

Si le législateur national - dans l'état actuel des lois spéciales de réformes institutionnelles - entend offrir aux Régions la possibilité de sanctionner directement des personnes morales ou d'infliger des peines de remplacement à des particuliers, la seule possibilité de le faire paraît résider dans une modification en ce sens du Livre Ier du Code pénal, étant entendu que pareils ajouts devraient valoir de manière générale et uniforme pour l'Etat, les Communautés et les Régions, en d'autres termes, que leur application ne peut pas être restreinte à une ou à plusieurs des matières qui ont été transférées aux Communautés et aux Régions.

(1) Dans la mesure où la proposition de loi organise la sanction de la personne physique, organe ou préposé, par l'intermédiaire duquel la personne morale a agi ou s'est abstenue d'agir, elle ne constitue pas vraiment une innovation en la matière, mais ne vise qu'à inscrire expressément dans la loi ce qui est d'ores et déjà généralement admis dans la jurisprudence (voir Cass. 12 décembre 1978, Arr. Cass. 1978-79, p. 423, et 10 octobre 1979, Arr. Cass. 1978-80, p. 168; voir également De Swaef M., Over de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen, note sous "Brussel", 24 avril 1985, Rechtskundig Weekblad, 1985-86, col. 884).

1. Het wetsvoorstel (1) strekt ertoe wijzigingen aan te brengen in de strafbepalingen opgenomen respectievelijk in de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging (artikel 1 van het voorstel), in de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging (artikelen 2 en 3 van het voorstel) en in de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van geluidshinder (artikel 4 van het voorstel).

Blijkens de toelichting is de indiener van het voorstel van oordeel dat de in de voornoemde wetten vastgestelde straffen (gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en geldboete van zesentwintig frank tot vijfduizend frank) niet adequaat zijn voor de beteugeling van de milieucriminaliteit. De voorgestelde wijzigingen beogen de efficiëntie van de bedoelde strafbepalingen te verbeteren door in de plaats van de voornoemde straffen te voorzien in een verhoogde geldboete (van vijfduizend tot vijftigduizend frank) welke kan worden opgelegd aan "het orgaan of de aangestelde van een rechtspersoon die de bepalingen van (de) wet of de uitvoeringsbesluiten en -reglementen overtreedt", enerzijds, en in een zogenaamde "alternatieve" sanctie van de "(maatschappelijke) dienstverlening" (2) welke kan worden opgelegd aan particulieren die de wet of de uitvoeringsbesluiten overtreden, anderzijds.

(1) Parl. St., Kamer, nr. 289/1 - 91/92 (B.Z.).

(2) Luidens artikel 5 van het wetsvoorstel moet onder "dienstverlening" worden verstaan "een maatregel, opgelegd door de hoven en rechtbanken, die de overtreder verplicht, in zijn vrije tijd en gedurende een bepaalde periode, in een open maatschappelijke context arbeid te verrichten".

2. De vraag of de nationale wetgever bevoegd (gebleven) is om de door het wetsvoorstel beoogde wetswijzigingen vast te stellen (1), dient te worden onderzocht aan de hand van het bepaalde in respectievelijk artikel 6, § 1, II, 1°, en V, 2°, en artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (2).

2.1.1. Luidens artikel 6, § 1, II, 1°, van die bijzondere wet, zoals gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988, zijn de Gewesten bevoegd voor "de bescherming van het leefmilieu met inbegrip van de algemene en sectoriële normen, met eerbiediging van de algemene en sectoriële normen vastgesteld door de nationale overheid wanneer er geen Europese normen bestaan".

Artikel 6, § 1, V, 2°, van diezelfde bijzondere wet verleent aan de Gewesten - in praktisch identieke bewoordingen - eveneens de bevoegdheid voor "de zuivering van het afvalwater".

Uit die bepalingen volgt :

- dat de bescherming van het leefmilieu - met inbegrip van de zuivering van het afvalwater - in beginsel zaak is van de Gewesten;
- dat die principiële bevoegdheid ook geldt voor het vaststellen van algemene en sectoriële normen;
- dat de nationale overheid slechts bij uitzondering bevoegd is om ter zake algemene en sectoriële normen vast te stellen, in de gevallen namelijk dat "er geen Europese

(1) Overeenkomstig de adviesaanvraag blijft dit advies beperkt tot het onderzoek van die bevoegdheidsvraag.

(2) Zie, wat het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreft, artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, luidens welke bepaling dat Gewest dezelfde bevoegdheden heeft als het Vlaamse en het Waalse Gewest.

normen bestaan", en dit onverminderd de bevoegdheid van de Gewesten om in die gevallen eveneens regelend op te treden;

- en dat de toepassing van de eventueel door de nationale overheid vastgestelde algemene en sectoriële normen eveneens zaak is van de Gewesten.

Uit de parlementaire voorbereiding van de voornoemde bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 blijkt dat de aan de Gewesten inzake de bescherming van het leefmilieu toegewezen bevoegdheid "onder meer de bestrijding van de lucht- en watervervuiling en van de geluidshinder (omvat)" en inzonderheid betrekking heeft op de aangelegenheden welke "momenteel geregeld (worden) door drie wetten :

- de wet van 28 december 1964 betreffende de strijd tegen de luchtverontreiniging;
- de wet van 26 maart 1971 betreffende de bescherming van oppervlaktewateren tegen verontreiniging;
- de wet van 18 juli 1973 betreffende de geluidshinder"

(memorie van toelichting - Parl. St., Senaat, 434 (1979-1980), nr. 1, p. 13).

2.1.2. Luidens artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 "(kunnen de decreten), binnen de grenzen van de bevoegdheden van de Gewesten en de Gemeenschappen, ... de niet-naleving van hun bepalingen strafbaar stellen en de straffen wegens de niet-naleving bepalen overeenkomstig Boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van de criminele straffen bepaald in artikel 7 van dat Wetboek".

2.2. Uit de combinatie van de hiervoren aangehaalde bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 moet worden geconcludeerd dat de aangelegenheden geregeld in de wetten waarvan het onderhavige wetsvoorstel de wijziging

beoogt "gewestmateries" zijn en dat die wetten - met inbegrip van de erin opgenomen strafbepalingen -, krachtens de bijzondere wetten tot hervorming der instellingen, "gewestwetten" zijn geworden. De wijziging van die wetten en inzonderheid de wijziging van de erin opgenomen strafbepalingen is voortaan derhalve zaak van de gewestwetgever.

De omstandigheid dat de nationale overheid, overeenkomstig artikel 6, § 1, II, 1°, en V, 2°, bevoegd is gebleven om ter zake "algemene en sectoriële normen" vast te stellen "wanneer er geen Europese normen bestaan", is niet van die aard dat ze iets kan afdoen aan die conclusie.

Zoals blijkt uit de parlementaire voorbereiding dient onder "normen" in de zin van die bepalingen immers te worden verstaan "de technische normen met juridische draagwijdte, zoals kwaliteitsnormen, produktnormen alsook normen voor vaste installaties" (memorie van toelichting - Parl. St., Kamer, 516/1 - 1988, p. 6). In het arrest nr. 47 van 25 februari 1988 van het Arbitragehof, aan welk arrest de hiervoren overgeschreven passus van de memorie van toelichting is ontleend, wordt daarenboven gepreciseerd dat de term "normen" in de zin van artikel 6, § 1, II, 1°, van de bijzondere wet niet mag worden begrepen als een synoniem van het begrip "alle materiële rechtsregels" (considérans 3.B.3., tweede lid, b.).

De met het onderhavige wetsvoorstel beoogde wijzigingen van de strafbepalingen opgenomen in de voornoemde wetten van 28 december 1964, 26 maart 1971 en 18 juli 1973 kunnen derhalve niet worden ingepast in de beperkte bevoegdheid om "algemene en sectoriële normen" vast te stellen, welke de nationale overheid op grond van het meergenoemde artikel 6, § 1, II, 1°, en V, 2°, heeft behouden.

2.3. Hoewel derhalve principieel aan de Gewesten de bevoegdheid toekomt om de bestraffing te regelen van inbreuken op de milieuwetgeving en -reglementering (en van

de overige binnen de bevoegdheid van de Gewesten vallende wetgeving en reglementering), dient er evenwel te worden op gewezen dat die bevoegdheid een aantal beperkingen ondergaat welke volgen uit de uitdrukkelijke bepalingen van het hiervoren aangehaalde artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, eensdeels, en uit de op artikel 19, § 1, van diezelfde bijzondere wet gesteunde rechtspraak van het Arbitragehof in verband met de door de Grondwet aan de wet voorbehouden aangelegenheden, anderdeels.

Onder meer in het arrest nr. 44 van 23 december 1987 heeft het Arbitragehof daaromtrent overwogen wat volgt :

"De artikelen 3ter, 59bis en 107quater van de Grondwet en de artikelen 4 tot 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 hebben aan de decreetgever de bevoegdheid verleend om bij decreet een aantal aangelegenheden te regelen. Artikel 19, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt evenwel : "Het decreet regelt de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 4 tot 11, onverminderd de bevoegdheden die door de Grondwet aan de wet zijn voorbehouden".

Daaruit vloeit voort dat, behoudens de gevallen waarin een bijzondere en uitdrukkelijke machtiging is gegeven door de bijzondere of de gewone wet tot hervorming der instellingen, een decreetgever de hem toegewezen aangelegenheden slechts kan regelen mits hij op generlei wijze inbreuk maakt op bij de Grondwet voor de wet gereserveerde bevoegdheden.

De mogelijkheid die de Raden krachtens artikel 10 van de bijzondere wet hebben om in de decreten rechtsbepalingen op te nemen met betrekking tot aangelegenheden waarvoor zij niet bevoegd zijn, kan geen toepassing vinden op bevoegdheden die de Grondwet aan de wet voorbehoudt" (considerans B.4.).

Ten aanzien van de bevoegdheid van de Gewesten in strafzaken, heeft het Arbitragehof - in hetzelfde arrest, considerans B.5. - daaruit afgeleid dat het de Gewesten, gelet op artikel 11 van de bijzondere wet, niet toegestaan is af te wijken van de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek aangezien de artikelen 7 en 9 van de Grondwet het regelen van de vervolging en de bestraffing in beginsel aan de (nationale) wet heeft voorbehouden en "de bijzondere

wetgever ... de in Boek I vervatte regels uniform (heeft) willen houden" en "uitdrukkelijk (heeft) gesteld dat het geheel van de aangelegenheden vervat in Boek I ... tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoort".

Aangezien in Boek I van het Strafwetboek niet is voorzien in de bestraffing van rechtspersonen als zodanig (1), noch in de mogelijkheid om alternatieve straffen als "(maatschappelijke) dienstverlening" of "diensten bate van de gemeenschap" op te leggen, volgt uit de hiervoren vermelde rechtspraak van het Arbitragehof dat de Gewesten dergelijke strafregelingen niet zouden kunnen inschrijven in de in het wetsvoorstel bedoelde milieuwetten.

Uit de onbevoegdheid van de Gewesten om inzonderheid in de milieuwetgeving dergelijke strafregelingen op te nemen, volgt echter geenszins dat de nationale wetgever bevoegd moet worden geacht om in de bedoelde wetgeving - die een gewestaangelegenheid is - specifieke bepalingen op te nemen met betrekking tot de bestraffing van rechtspersonen of het opleggen van zogenaamde alternatieve straffen.

(1) In zoverre in het wetsvoorstel wordt voorzien in de bestraffing van de natuurlijke persoon, orgaan of aangestelde, door wie de rechtspersoon handelde of verzuimd heeft op te treden, innoveert het ter zake niet echt, maar beoogt het slechts uitdrukkelijk in de wet in te schrijven wat reeds algemeen wordt aangenomen in de rechtspraak (zie Cass. 12 december 1978, Arr. Cass. 1978-79, p. 423, en 10 oktober 1979, Arr. Cass. 1979-80, p. 168; zie ook De Swaef M., Over de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen, noot onder Brussel, 24 april 1985, Rechtskundig Weekblad, 1985-86, kol. 884).

Wil de nationale wetgever - in de huidige stand van de bijzondere wetten tot hervorming der instellingen - aan de Gewesten de mogelijkheid aanreiken om rechtspersonen rechtstreeks te straffen of om aan particulieren alternatieve straffen op te leggen, dan blijkt de enige mogelijkheid daartoe te zijn Boek I van het Strafwetboek in die zin te wijzigen, met dien verstande dat dergelijke aanvullingen algemeen en uniform moeten gelden voor het Rijk, de Gemeenschappen en de Gewesten, met andere woorden, dat de toepassing ervan niet mag worden beperkt tot een of meer van de aangelegenheden die aan de Gemeenschappen en de Gewesten werden overgedragen.

La chambre était composée de

de Heren : J. NIMMEGEERS,
Messieurs :

W. DEROOVER,
D. VERBIEST,

F. DE KEMPENEER,
J. GIJSSELS,

Mevrouw : F. LIEVENS,
Madame :

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. W. DEROOVER.

Le rapport a été présenté par M. B. SEUTIN, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme M.-C. CEULE, référendaire.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER,

F. LIEVENS.

De kamer was samengesteld uit

kamervoorzitter,
président de chambre,

staatsraden,
conseillers d'Etat,

assessoren van de
afdeling wetgeving,
assesseurs de la
section de législation,

griffier,
greffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. W. DEROOVER.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. SEUTIN, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. M.-C. CEULE, referendaris.

DE VOORZITTER - LE PRESIDENT,

J. NIMMEGEERS.